BANQUE COMMUNE D'EPREUVES

CODE SUJET :
304
ESCP_ST

Conception : E.S.C.P. – E.A.P.

ETUDE & SYNTHESE DE TEXTES

OPTIONS : SCIENTIFIQUE, ECONOMIQUE, TECHNOLOGIQUE,
LETTRES & SCIENCES-HUMAINES

JEUDI 7 MAI 2009 de 8 h. à 12 h.

Vous présenterez, en 300 mots (tolérance de 10% en plus ou en moins), une synthèse des trois textes ci-après, en confrontant, sans aucune appréciation personnelle et en évitant autant que possible les citations, les divers points de vue exprimés par leurs auteurs.

Indiquez, en fin de copie, le nombre de mots utilisés.

Il n'est fait usage d'aucun document ; l'utilisation de toute calculatrice et de tout matériel électronique est interdite.

Texte 1

Écrivains et savants sont des citoyens ; il est donc évident qu'ils ont le devoir strict de participer à la vie publique. Reste à savoir sous quelle forme et dans quelle mesure.

Hommes de pensée et d'imagination, il ne semble pas qu'ils soient particulièrement prédestinés à la carrière proprement politique ; car celle-ci demande, avant tout, des qualités d'hommes d'action. Même ceux dont c'est le métier de méditer sur les sociétés, même l'historien et le sociologue, ne me paraissent pas beaucoup plus aptes à ces fonctions actives que le littérateur ou le naturaliste ; car on peut avoir le génie qui fait découvrir les lois générales par lesquelles s'expliquent les faits sociaux dans le passé sans posséder pour cela le sens pratique qui fait deviner les mesures que réclame l'état d'un peuple donné, à un moment déterminé de son histoire. De même qu'un grand physiologiste est généralement un médiocre clinicien, un sociologue a bien des chances pour faire un homme d'État fort incomplet. Sans doute, il est bon que les intellectuels soient représentés dans les assemblées délibérantes ; outre que leur culture leur permet d'apporter dans les délibérations des éléments d'information qui ne sont pas négligeables, ils sont plus qualifiés que personne pour défendre, auprès des pouvoirs publics, les intérêts de l'art et de la science. Mais pour s'acquitter de cette tâche, il n'est pas nécessaire qu'ils soient nombreux dans le Parlement. D'ailleurs, on peut se demander si — sauf dans quelques cas exceptionnels de génies éminemment doués — il est possible de devenir député ou sénateur, sans cesser, dans la même mesure, de rester écrivain ou savant tant ces deux sortes de fonctions impliquent une orientation différente de l'esprit et de la volonté !

C'est donc surtout, à mon sens, par le livre, la conférence, les œuvres d'éducation populaire que doit s'exercer notre action. Nous devons être, avant tout, des conseilleurs, des éducateurs. Nous sommes faits pour aider nos contemporains à se reconnaître dans leurs idées et dans leurs sentiments beaucoup plutôt que pour les gouverner ; et dans l'état de confusion mentale où nous vivons, quel rôle plus utile à jouer ? D'autre part, nous nous en acquitterons d'autant mieux que nous bornerons là notre ambition. Nous gagnerons d'autant plus facilement la confiance populaire qu'on nous prêtera moins d'arrière-pensées personnelles. Il ne faut pas que, dans le conférencier d'aujourd'hui, on soupçonne le candidat de demain.

On a dit pourtant que la foule n'était pas faite pour comprendre les intellectuels, et c'est la démocratie et son soi-disant esprit béotien que l'on a rendus responsables de l'espèce d'indifférence politique dont savants et artistes ont fait preuve pendant les vingt premières années de notre troisième république. Mais ce qui montre combien cette explication est dénuée de fondement, c'est que cette indifférence a pris fin dès qu'un grand problème moral et social a été posé devant le pays[1]. La longue abstention qui avait précédé venait donc tout simplement de ce que toute question, de nature à passionner, faisait défaut. Notre politique se traînait misérablement dans des questions de personnes. On se divisait sur le point de savoir qui devait avoir le pouvoir. Mais il n'y avait pas de grande cause impersonnelle à laquelle on pût se consacrer, point de but élevé auquel les volontés pussent se prendre. On suivait donc, plus ou moins distraitement, les menus incidents de la politique quotidienne, sans éprouver le besoin d'y intervenir. Mais dès qu'une grave question de principe a été soulevée, on a vu les savants sortir de leur laboratoire, les érudits quitter leur cabinet, se rapprocher de la foule, se mêler à sa vie, et l'expérience a prouvé qu'ils savaient s'en faire entendre.

L'agitation morale que ces événements ont suscitée n'est pas éteinte et je suis de ceux qui pensent qu'elle ne doit pas s'éteindre ; car elle est nécessaire. C'est notre accalmie d'autrefois qui était anormale et qui constituait un danger. Qu'on le regrette ou non, la période critique ouverte par la chute de l'ancien régime n'est pas close, il s'en faut ; il vaut mieux en prendre conscience que de s'abandonner à une sécurité trompeuse. L'heure du repos n'a pas sonné pour nous. Il y a trop à faire pour qu'il ne soit pas indispensable de tenir perpétuellement mobilisées, pour ainsi parler, nos énergies sociales. C'est pourquoi je crois la politique suivie dans ces quatre dernières années préférable à celle qui a précédé. C'est qu'elle a réussi à entretenir un courant durable d'activité collective, d'une certaine intensité. Certes, je suis loin de penser que l'anticléricalisme suffise à tout ; j'ai même hâte de voir la société s'attacher à des fins plus objectives. Mais l'essentiel était de ne pas nous laisser retomber dans l'état de stagnation morale où nous nous sommes trop longtemps attardés.

Émile Durkheim (1904) « L'élite intellectuelle et la démocratie »,
Revue bleue, 5e série, t. I, 1904, pp. 705-706.

Texte 2

Quand José Ortega y Gasset publia son célèbre essai *La Révolte des masses* en 1930 (première traduction anglaise en 1932), il ne pouvait prévoir une époque où il serait plus approprié de parler de révolte des élites. Écrivant à l'époque de la Révolution bolchevique et de la montée du fascisme, dans l'après-coup d'une guerre cataclysmique qui avait déchiré l'Europe, Ortega attribuait la crise de la culture occidentale à la « domination politique des masses ». Aujourd'hui, ce sont toutefois les élites — ceux qui contrôlent les flux internationaux d'argent et d'information, qui président aux fondations philanthropiques et aux institutions d'enseignement supérieur, gèrent les instruments de la production culturelle et fixent ainsi les termes du débat public — qui ont perdu foi dans les valeurs de l'Occident, ou ce qu'il en reste. Pour beaucoup de gens, le terme même de « civilisation occidentale » appelle aujourd'hui à l'esprit un système organisé de domination conçu pour imposer la conformité aux valeurs bourgeoises et pour maintenir les victimes de l'oppression patriarcale — les femmes, les enfants, les homosexuels et les personnes de couleur — dans un état permanent d'assujettissement.

Du point de vue d'Ortega, point de vue largement partagé à l'époque, la valeur des élites culturelle réside dans leur disposition à assumer la responsabilité des normes astreignantes sans lesquelles la civilisation est impossible. Elles vivaient au service d'idéaux exigeants. « La noblesse se définit par les exigences qu'elle nous impose — par des obligations, pas par des droits. » L'homme de masse, de son côté, n'avait ni obligations, ni compréhension de ce qu'elles sous-entendaient, « ni sensibilité pour les grands devoirs historiques. » Au lieu de cela, il affirmait les « droits du trivial ». À la fois plein de ressentiment et satisfait de lui, il rejetait « tout ce qui est excellent, individuel, qualifié et choisi. » Il était « incapable de se soumettre à une direction d'aucune sorte. » Privé de toute compréhension de la fragilité de la civilisation ou du caractère tragique de l'histoire, il vivait étourdiment dans « l'assurance

[1] Durkheim fait allusion aux vifs débats qui ont entouré la préparation de la loi de 1905 établissant la séparation de l'Église et de l'État.

que demain [le monde] sera plus riche, plus vaste, plus parfait, comme s'il disposait d'un pouvoir d'accroissement spontané inépuisable. » Il ne se souciait que de son bien-être personnel et envisageait avec confiance un avenir de « possibilités illimitées » et de « liberté complète ». Parmi ses nombreux défauts, figurait « un manque de romanesque dans ses rapports avec les femmes. » L'amour, idéal astreignant à part entière, n'avait aucune séduction pour lui. Son attitude envers le corps était sévèrement pratique : il érigeait en culte la forme physique et se soumettait à des régimes hygiéniques qui promettaient de le maintenir en bon état et de prolonger sa longévité. Ce qui caractérisait par dessus tout l'esprit de la masse toutefois, c'était « la haine mortelle de tout ce qui n'était pas elle-même », selon la description d'Ortega. Incapable d'émerveillement, l'homme de la masse était « l'enfant gâté de l'histoire humaine ».

Ma thèse est que toutes ces attitudes mentales sont davantage caractéristiques aujourd'hui des niveaux supérieurs de la société que des niveaux inférieurs ou médians. On ne saurait guère dire aujourd'hui que les gens ordinaires envisagent avec confiance un monde de « possibilité illimitée ». On a depuis longtemps perdu toute idée que les masses surfent sur les vagues de l'histoire. Les mouvements radicaux qui ont troublé la paix du XXe siècle ont échoué l'un après l'autre, et aucun successeur n'est apparu à l'horizon. La classe ouvrière, autrefois pilier du mouvement socialiste, est devenue une pitoyable relique d'elle-même. L'espoir que de « nouveaux mouvements sociaux » prendraient sa place dans la lutte contre le capitalisme, espoir qui a brièvement soutenu la gauche à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingts, n'a débouché sur rien. Non seulement les nouveaux mouvements sociaux — le féminisme, les droits des homosexuels, les droits au minimum social, l'agitation contre la discrimination raciale — n'ont rien en commun, mais leur seule exigence cohérente vise à être inclus dans les structures dominantes plutôt qu'à une transformation révolutionnaire des rapports sociaux.

Ce n'est pas seulement que les masses ont perdu tout intérêt pour la révolution : on peut arguer que leurs instincts politiques sont plus conservateurs que ceux de leurs porte-parole auto-désignés et de leurs libérateurs potentiels. Après tout, ce sont les ouvriers et la petite bourgeoisie qui veulent limiter le droit à l'avortement, qui se cramponnent à la famille bi-parentale comme source de stabilité dans un monde agité, qui s'opposent aux expériences de « modes de vie alternatifs », et qui nourrissent des réserves profondes sur la discrimination positive et autres efforts d'ingénierie sociale à grande échelle. Pour revenir plus étroitement aux termes de la description d'Ortega, ils ont un sens des limites plus hautement développé que les classes supérieures. Ils comprennent, à la différence de celles-ci, qu'il y a des limites au contrôle de l'homme sur le cours du développement de la société, sur la nature et sur le corps, sur les éléments tragiques de la vie et de l'histoire humaines. Tandis que les jeunes gens appartenant à la classe managériale et aux professions intellectuelles se soumettent à un programme rigoureux d'exercices physiques et de contrôles diététiques conçus pour tenir la mort à distance — pour se maintenir dans un état de jeunesse permanente, éternellement séduisants et remariables — les gens ordinaires de leur côté acceptent la déchéance physique comme quelque chose contre quoi il est plus ou moins inutile de lutter.

Incapables de saisir l'importance des différences de classe dans la formation de nos attitudes envers la vie, les libéraux de la bourgeoisie aisée (*upper middle class*) ne parviennent pas à prendre la mesure de la dimension de classe caractérisant leur obsession pour la santé et la droiture morale. Ils ont du mal à comprendre pourquoi leur conception hygiénique de la vie n'arrive pas à susciter un enthousiasme universel. Ils ont entrepris une croisade pour aseptiser la société américaine : il s'agit de créer un « environnement sans fumeurs », de tout censurer, depuis la pornographie jusqu'aux « discours de haine », et en même temps, de façon incongrue, d'élargir le champ du choix personnel dans des questions où la plupart des gens éprouvent le besoin de disposer de solides orientations morales. Lorsqu'ils se trouvent confrontés à de la résistance devant ces initiatives, ils révèlent la haine venimeuse qui ne se cache pas loin sous le masque souriant de la bienveillance bourgeoise. La moindre opposition fait oublier aux humanitaristes les vertus généreuses qu'ils prétendent défendre. Ils deviennent irritables, pharisiens, intolérants. Dans le feu de la controverse politique, ils jugent impossible de dissimuler leur mépris pour ceux qui refusent avec obstination de voir la lumière — ceux qui « ne sont pas dans le coup », dans le langage auto-satisfait du prêt-à-penser politique.

Christopher Lasch, *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie*, 1995,
(trad. Christian Fournier, éditions Climats, 1996).

Texte 3

Il faut mesurer à quel point le pluralisme est une idée neuve en France — et encore mal assise. Il faut mesurer quelle rupture il représente pour une société à ce degré pétrie, par son histoire, d'esprit d'autorité et d'esprit de hiérarchie — et donc aussi, par contrecoup, d'esprit de révolte, mais un esprit de révolté pénétré malgré lui de ce qu'il rejette. De cette recomposition de l'Ancien Régime à l'intérieur de la Révolution, le système gaullo-communiste offrait une version quasi parfaite, à même de satisfaire toutes les variétés d'aspiration simultanées à la tradition et à la modernité : une république impeccable, mais couronnée par l'incarnation d'une autorité indiscutée, d'origine militaire, pour plus de sûreté ; un régime du suffrage universel enfin loyal, loin des manipulations parlementaires de naguère, mais matérialisé dans le cléricalisme d'une administration modernisatrice, admirablement soucieuse du bien public, à condition que ce soit sans l'avis du public ; le tout balancé par une opposition sans merci, mais ayant le bon goût de se montrer encore plus doctrinaire, autoritaire et élitaire que son vis-à-vis (car « l'avant-garde consciente du prolétariat », c'était autre chose, dans le genre sel de la terre, qu'une misérable « noblesse d'état »). Il y avait de quoi faire, pour déconstruire ces visions solidaires d'une France fonctionnant démocratiquement, certes, mais avec des partis intellectuellement peu doués pour l'exercice, à force de recycler le triple héritage étato-monarchique, aristocratique et catholique qui a façonné notre culture politique.

Le chemin parcouru est impressionnant : qui songerait sérieusement à le nier ? Il est cependant loin d'être terminé. On a pu croire un instant, dans les années 1980, alternance à gauche et recul du communisme aidant, que la page était définitivement en train de se tourner, que la Révolution française était sur le point de se terminer, comme François Furet en avait posé le diagnostic en 1978 — c'est-à-dire aussi que l'Ancien Régime justifiant l'appel à la Révolution était sur le point de s'éteindre, pour apporter à la formule son complément indispensable. C'était aller trop vite en besogne. La dissolution du modèle communiste à la française, avec son association de bolchevisme et de jacobinisme, a fait apparaître des couches plus profondes, dans un contexte où l'oligarchisation des régimes libéraux, liée à la mondialisation et à l'européanisation, réouvrait les vieilles plaies du pays. La désagrégation du bloc soviétique et la levée de l'hypothèque totalitaire ont achevé, dans les années 1990, de créer les conditions d'une renaissance de la protestation radicale. Laquelle protestation radicale doit au moralisme et à l'émotionnalisme ambiants d'être encore plus inintelligente que ses versions antérieures, avec cet avantage certain, toutefois, que l'absence totale de solutions et le même ramollissement « bonsentimenteux » la rendent inoffensive — ce qui ne l'empêche pas, hélas, d'être fondée. Elle se nourrit du tour inquiétant que prend la marche de nos économies et de nos sociétés. Elle est alimentée plus spécifiquement, en France, par la réactivation de comportements d'ancien style que la libéralisation encourage au sein des élites — des élites plus convaincues de leur importance que capables de proposer des perspectives crédibles à leurs compatriotes. D'où la dépression qui ronge un pays qui se sent enfermé dans une impasse, dominé qu'il demeure par des modèles hérités qui ne fonctionnent plus : il est sans guides auxquels s'en remettre, et la protestation n'est même plus un débouché consolant, tant son impuissance est manifeste.

De ce marasme, la génération 68 porte sa part de responsabilité — une responsabilité d'autant plus lourde qu'elle s'est voulue le fer de lance de la rupture avec ces pesanteurs du passé. En réalité, si elle les a bousculées d'importance, si elle les a assouplies et déplacées, elle a contribué, pour finir, à les recomposer. À l'arrivée, nous pataugeons toujours dans le même cercle. À l'enseigne de la contestation, c'est à des versions modernisées de notre fatal modèle étato-aristo-clérical que nous sommes confrontés. Qui ne discerne la bonne conscience autoritaire que charrie la tonitruance prétendument libertaire ? Qui ne ressent le mépris social qui l'habite ? Qui n'entend la prétention pastorale qui l'inspire ? Cette mixture à multiples variantes et entrées a réussi à rendre odieux le libéralisme qu'elle servait à promouvoir, tout en couvrant la survivance d'une extrême gauche absurde. Dans la mystérieuse allergie française au libéralisme, il y a deux choses à considérer, en effet : d'une part, une réelle, mais relative étrangeté culturelle, à la base, mais également, d'autre part, la façon, aussi peu libérale que possible, dont il a été imposé et dont il est pratiqué par nos élites. Le

volontarisme de nos libéraux d'État, imbus de leurs privilèges et de leur sentiment de supériorité, n'était sûrement pas la meilleure école en la matière ! La véhémence protestataire mise au service de la même cause n'était pas davantage l'instrument rêvé : elle a encouragé les ruptures amnésiques, avec leurs effets de désorientation, au lieu de la recherche des adaptations acceptables, parce que respectueuses des identités historiques. Elle a entretenu en revanche le culte attendri et régressif de postures oppositionnelles de principe, dont on comprend très bien les raisons d'être, mais dont force est de constater la complète stérilité au regard des problèmes posés — elles ne sont même plus un aiguillon pour les gouvernants.

Marcel Gauchet, « Bilan d'une génération »,
Le Débat n° 149 (mars-avril 2008).